

# LE DEVOIR

PERSPECTIVES

## Le pari perdu du MBA

*Le trou financier de 1995-1996 est le pire enregistré par le musée*

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBA) a perdu son audacieux pari: ses deux grandes expositions estivales, qui se terminaient dimanche, n'ont attiré qu'un peu plus de la moitié du demi-million de visiteurs qui devaient franchir les tourniquets pour permettre à l'établissement de rentrer dans ses frais. L'échec financier de *Beauté mobile* et de *Paradis Perdus* a forcé l'administration à adopter un plan d'urgence pour équilibrer le budget d'ici l'an 2000. Décidément, le MBA n'a plus sa maîtrise en administration des affaires artistiques.

L'exposition sur les belles bagnoles, inaugurée en mai dernier, dans la controverse, a finalement attiré 184 500 personnes, alors qu'elle devait idéalement faire près de deux fois mieux. Les quelque 600 œuvres de la grande synthèse sur le mouvement symboliste, lancée un mois plus tard, ont failli davantage, en ne récoltant que 112 000 entrées. Au total, moins de 300 000 visiteurs ont donc payé leurs billets pour accéder aux trésors du Musée des beaux-arts et des beaux «chars».



Stéphane Baillargeon

Ce «manque à visiter», additionné à des compressions imprévues des subventions gouvernementales (400 000 \$ de Québec, 200 000 \$ d'Ottawa), a fait grimper le déficit accumulé de 1995 à 2,3 millions de dollars. Ce musée n'est pas une machine à exposer et on ne lui demande pas nécessairement d'être rentable. Ses déficits ont d'ailleurs évolué en dents de scie au cours des dernières années, oscillant habituellement autour du demi-million. N'empêche, de mémoire de muséologue québécois, le trou financier de 1995-1996 demeure le pire, en valeur absolue, enregistré par le musée de la rue Sherbrooke.

Pour faire face à la crise, le conseil d'administration a adopté un «plan de redressement» triennal à la fin du mois dernier. La direction du MBA veut notamment retrancher 900 000 \$ de sa masse salariale d'ici 1999. Toutefois, certaines mesures planifiées demeurent hypothétiques, par exemple la location de salles innocuées au Musée des arts décoratifs, qui cherche à se relocaliser au centre-ville, ou la reprise des subventions du Programme d'aide aux musées du fédéral.

Cette situation critique, qui pourrait donc s'envenimer, force à poser des questions sur les choix muséologiques faits par l'actuel directeur, Pierre Théberge. Sous sa gouverne, le musée a résolu le virage du «supershow» estival, genre Chagal (1989) ou Michel-Ange (1992).

Cet été, pour la première fois de son histoire, le MBA a même poussé l'audace jusqu'à présenter conjointement deux blockbusters, qui ont coûté environ six millions de dollars.

L'idée était encore et toujours de «maintenir le contact avec le public et les autres musées occidentaux», comme le répète le directeur. En réalité, le musée n'a réussi à passer la barre mythique des 500 000 visiteurs que trois fois au cours des quinze dernières années, avec les expositions consacrées à Picasso, à Dali et aux années 20. Et il n'a visiblement pas réussi à les retenir, malgré le beau temps — qui n'est pas qu'un obstacle au fait de visiter les salles climatisées, quoi qu'on en dise au MBA —, malgré l'exceptionnelle manne touristique qui a déferlé sur le Québec.

De toute manière, c'est du passé. Pierre Théberge a lui-même admis que la présentation de méga-expositions comme *Paradis Perdus* ne sera plus possible au cours des prochaines années. Et les effets du drame de l'été 1995 se feront sentir longtemps dans tous les domaines d'activités du musée qui a déjà supprimé son programme d'expositions itinérantes non subventionnées, sabré dans son service d'éducation, réduit à néant, ou presque, l'accès à sa bibliothèque et aboli quelques postes clés, dont celui de conservateur en art contemporain. En plus, dès l'an prochain le musée retranchera 100 000 dollars de son budget réservé aux expositions temporaires.

Au moins, la direction a promis de faire des efforts pour redéployer la collection permanente, très négligée, même depuis l'agrandissement de 1992. Mais il aura fallu l'importante crise estivale pour que le MBA prenne enfin acte du mouvement de «retour aux collections», amorcé depuis quelques années, ailleurs dans le monde.

Ce qui force finalement à poser la question des comptes que la direction de cette entreprise ne rend pas publiquement. Le Musée des beaux-arts de Montréal demeure un établissement privé, même si les deux tiers de son financement proviennent des gouvernements. Depuis 1986, Québec y a injecté près de 100 millions, sans que la direction ait à s'expliquer sur ses choix muséologiques et ses nombreux déficits. Ici, les payeurs ne sont ni les conseillers, ni même les décideurs...

INDEX		MÉTÉO	
Agenda.....B6		Montréal	Ensoleillé avec passages nuageux. Max: 12
Avis publics.....B5		Québec	Ensoleillé avec passages nuageux. Max: 12
Classées.....B6			Détails en B 5
Culture.....B8			
Économie.....B2			
Éditorial.....A6			
Le monde.....B4			
Mots croisés.....B6			
Les sports.....B5			

L'ÉCONOMIE

1,3 milliard de plus pour les entreprises québécoises

PAGE B 2



MONTRÉAL

Le Sénat et Jean Charest pris à partie

PAGE A 3

LE MONDE

Karadzic purge son état-major militaire

PAGE B 4



## Tempête autour des femmes

Johnson accuse Bouchard de culpabiliser les Québécoises

Bouchard affirme qu'on déforme ses propos

KATHLEEN LÉVESQUE  
MICHEL VENNE

LE DEVOIR

Les propos tenus ce week-end par le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard concernant les femmes et la souveraineté du Québec sont en train de se retourner contre lui. Le camp du NON, du moins, cherche à exploiter ses déclarations, l'accusant de vouloir culpabiliser les femmes autant pour le faible taux de natalité au Québec que pour la défaite du OUI le 30 octobre.

Bien qu'on s'en défende dans le camp fédéraliste, un parfum d'Yvette flottait dans l'air hier. Un rallye de femmes pour le NON est d'ailleurs prévu ce soir à Laval.

Il va sans dire que le camp du NON souhaite capitaliser sur ces déclarations pour contrer l'effet Bouchard sur l'électorat indécis.

Des femmes fédéralistes lui ont reproché de vouloir faire d'elles des pondeuses

VOIR PAGE A 8: JOHNSON

PAUL CAUCHON  
JEAN DION

LE DEVOIR

Le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard se défend avec la dernière énergie d'avoir voulu porter préjudice à qui que ce soit en tenant des propos sur le taux de natalité des Québécoises de race blanche et, en conséquence, il refuse de les retirer, attribuant à une stratégie «démagogique» du camp du NON leur entrée percutante dans l'actualité.

M. Bouchard a lui-même remis la ques-

tion sur le tapis de la Chambre des Communes, hier, après que la secrétaire d'État à la Situation de la femme Sheila Finestone eut qualifié les remarques incriminées de «racistes et sexistes».

«J'ai dit des choses qui sont très claires, qui procèdent de l'intention et de la conviction que j'ai de mettre en place au Québec une politique sociale qui fera en sorte que les femmes et les couples qui veulent des enfants auront le choix de le

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD

## Solidarité

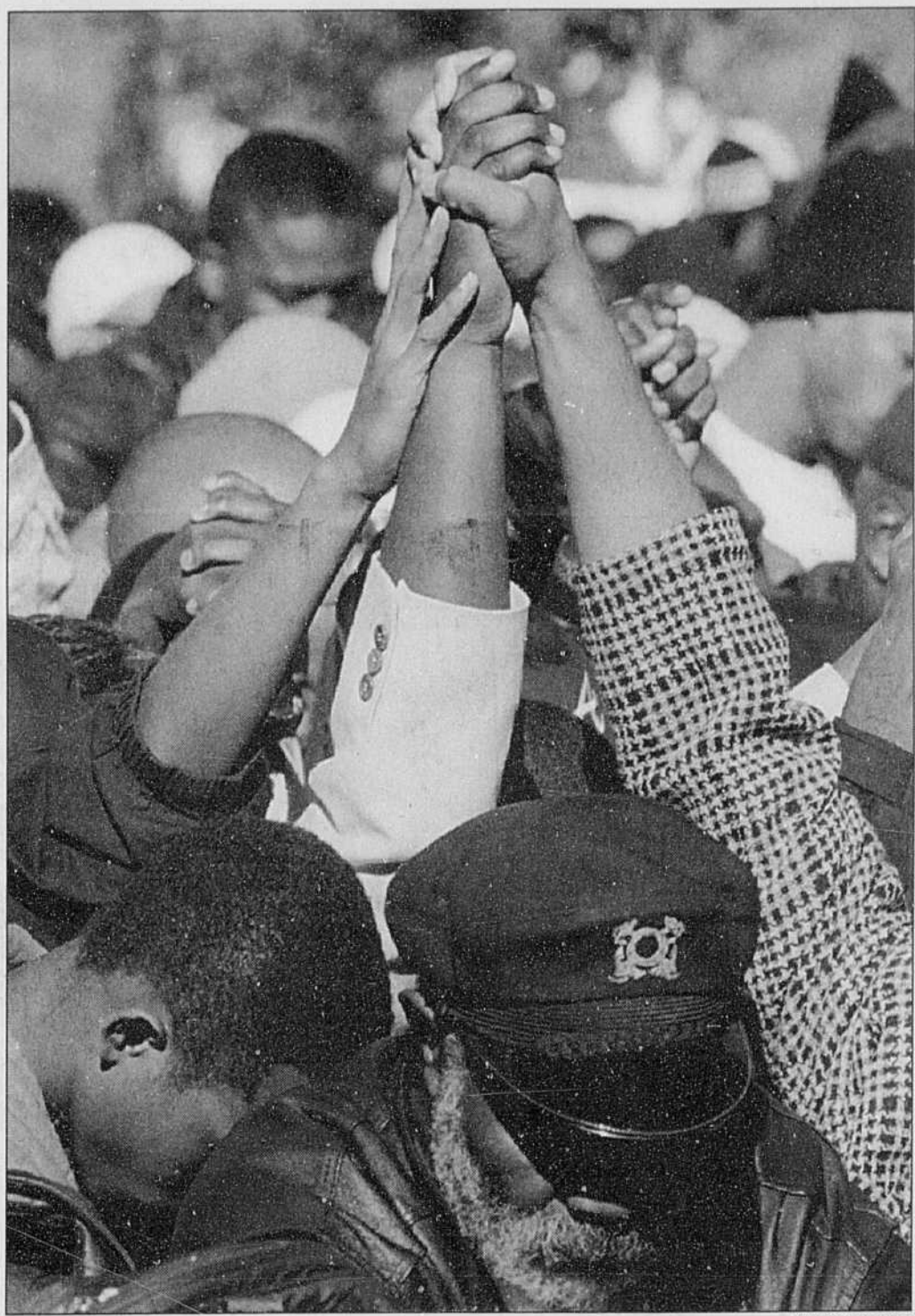


PHOTO REUTERS

Des centaines de milliers d'hommes de la communauté noire américaine se sont rassemblés au cœur de Washington à l'appel du leader de la «Nation de l'Islam» qui prône un État séparé et l'interdiction des mariages inter-raciaux, pour un rassemblement baptisé «Marche du million d'hommes».

## «Expiation et réconciliation»

Trente-deux ans après le «rêve» d'intégration de Martin Luther King, des centaines de milliers de Noirs américains convergent sur Washington

Washington (AFP et Reuter) — Trente-deux ans après le «rêve» d'intégration de Martin Luther King, les Noirs américains convergent une nouvelle fois hier sur Washington, à l'appel d'un homme controversé, Louis Farrakhan, dont le succès illustre l'effacement des dirigeants noirs traditionnels et la remise en cause du pouvoir politique qui a soutenu la lutte pour les droits civiques.

Louis Farrakhan est loin de représenter les valeurs de Martin Luther King qui avait organisé en 1963 un rassemblement similaire en ce lieu très symbolique de la démocratie américaine.

Le 28 août 1963, devant quelque 200 000 personnes, Martin Luther King clamait que l'Amérique ne connaîtrait «ni repos ni tranquillité» tant que les Noirs ne bénéficieraient

pas «des droits de la citoyenneté» et soulignait que le destin des Blancs et des Noirs était indissolublement lié. Hier, des centaines de milliers d'hommes de la communauté noire américaine se sont rassemblés au cœur de Washington à l'appel du leader de la «Nation de l'Islam» qui prône un État séparé et l'interdiction des mariages inter-raciaux, pour un rassemblement baptisé «Marche du million d'hommes».

À plusieurs centaines de kilomètres de là, à Austin au Texas, le président Bill Clinton a rendu hommage au message de réconciliation et de responsabilité des milliers de marcheurs, mais a rejeté de manière à peine déguisée les idées défendues par Louis Farrakhan.

La personnalité de ce dirigeant musulman noir, âgé de 62 ans, altère pour certains la por-

VOIR PAGE A 8: MARCHÉ

## LE RÉFÉRENDUM AUJOURD'HUI

- Le Canada doit proposer réparation, dit le rédacteur en chef du *Globe and Mail*..... A 7
- Robert Bourassa: «Des institutions supranationales seront nécessaires».....A 5
- Jean Chrétien raille Bouchard «le magicien»....A 5
- Nouvel enjeu: le fleuve...A 4



## Affaire Barnabé

### La Cour d'appel accepte d'entendre les policiers

LE DEVOIR

La Cour d'appel du Québec a accepté hier d'entendre l'appel interjeté par les quatre policiers de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) reconnus coupables dans l'affaire Barnabé.

Les agents Pierre Bergeron, André Lapointe, Louis Samson et Michel Vadeboncoeur avaient été déclarés coupables devant jury, le 26 juin dernier, de voies de fait ayant causé des lésions corporelles au chauffeur de taxi Richard Barnabé. Leur cause en Cour d'appel ne sera toutefois pas entendue sur le fond avant le printemps prochain.

Entre-temps, Me Sophie Bourque, qui représentait l'agent Manon Cadotte, la seule des accusés ayant été acquittée, déposera le 10 novembre une requête d'intervention pour contester l'un des motifs d'appel, selon lequel elle aurait violé le secret professionnel durant le procès. Mme Cadotte a réintégré le Service de police de la CUM (SPCUM) en juillet dernier.

Richard Barnabé a subi des dommages irréversibles au cerveau en décembre 1993, alors que les policiers tentaient de le maîtriser dans une cellule du poste 44. Il demeure depuis dans un état neurovégétatif dont il ne sortira vraisemblablement jamais.

En juillet dernier, le juge Benjamin Greenberg avait condamné les agents Pierre Bergeron et Louis Samson à 90 jours d'emprisonnement chacun. L'agent André Lapointe avait pour sa part écopé de 60 jours de prison. Le quatrième policier reconnu coupable dans l'affaire Barnabé, Michel Vadeboncoeur, avait été condamné à 180 heures de travaux communautaires. Les peines devaient être purgées de façon discontinue, les fins de semaine, à l'Établissement de détention de Montréal (prison de Bordeaux).

Dans son jugement, le juge Greenberg avait invoqué les circonstances atténuantes pour justifier les peines d'emprisonnement imposées. Le procès Barnabé avait été très médiatisé et les policiers avaient été jugés sévèrement par le public en général.

Le juge Greenberg avait notamment affirmé que les accusés avaient déjà été «punis et stigmatisés d'une façon importante». Il avait ajouté que les policiers seraient «probablement» congédiés du SPCUM pour leur rôle dans l'arrestation de Richard Barnabé. Pierre Bergeron, André Lapointe, Louis Samson et Michel Vadeboncoeur devront comparaître prochainement devant le Comité de déontologie policière du Québec.

L'avocate

de l'agent

Manon Cadotte

entend

contester

un des motifs

de l'appel

## Front commun des artistes au CRTC

À deux semaines des audiences sur la distribution par satellite de radiodiffusion directe, le milieu culturel québécois demande au CRTC de ne pas laisser les Américains envahir les ondes.



- Voir page B 8

# LE DEVOIR

## POLITIQUE

Les télédiffuseurs déçus de l'échec des négociations

### Le débat officiellement enterré

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

C'était écrit dans le ciel depuis la semaine dernière: les chefs ne se commettront pas devant les caméras de télévision à deux semaines du vote des Québécois sur l'avenir du Québec.

C'est avec regret que le consortium formé des trois télédiffuseurs a annoncé officiellement hier l'enterrement de ce débat qui défrayait la nouvelle et la chronique depuis déjà cinq semaines. Le dernier sprint de négociations entrepris au cours de la fin de semaine pour sauver le débat n'a pas permis d'en arriver à un consensus entre les deux parties avant la date-butoir fixée par le consortium pour mener à bien cette opération.

Le porte-parole de ce consortium, M. Claude Bédard, estime regrettable pareil cul-de-sac «au moment où les Québécois s'apprentent à faire un choix historique».

«Il y a une solennité attachée à un face-à-face en direct. Avant, les chefs se rencontraient en duel sur les places publiques, de nos jours, ça ne peut se faire que par l'intermédiaire de la télévision», a-t-il souligné, rappelant que le consortium ne pouvait dépasser l'échéance d'hier pour assurer la tenue d'un débat de façon professionnelle le vendredi 20 octobre.

Selon M. Bédard, les deux parties ont poursuivi leurs discussions par téléphone hier. Un consensus régnait sur les grandes lignes, mais il est vite apparu clair qu'on ne s'entendrait sur certains détails, a-t-il dit, n'accusant aucune des parties

d'avoir précipité cet échec.

Du côté du OUI, on accusait toutefois hier le comité du NON d'avoir signé l'arrêt de mort du débat par son intransigeance. Le conseiller spécial de Jacques Parizeau, Jean-François Lisée, a déploré que les négociateurs du NON aient tour à tour rejeté les quatre propositions du OUI. Les dernières discussions ont échoué sur le refus du NON de consacrer un bloc entier du débat de 90 minutes sur les programmes sociaux, dit-il. «Sans ce bloc, M. Johnson aurait pu une fois de plus se défaire de la question des programmes sociaux. Ça aurait été préférable qu'il y ait un [débat], mais pas à ce prix-là», a déclaré M. Lisée, qui dément que le camp du OUI ait tenté par tous les moyens d'éviter un débat mettant à l'avant-scène Jacques

Parizeau. Cela, alors que Lucien Bouchard semble donner un second souffle à la campagne du OUI.

Le camp du NON a tout de suite accusé le comité du OUI d'avoir négocié «pour la galerie» depuis une semaine. «Ils ont proposé deux blocs, puis quatre blocs. Puis ils tenaient absolument à une question sur la monnaie. Choisir les questions des journalistes, les gens du consortium n'en revenaient pas», a dit hier Pierre Anctil, chef de cabinet du chef libéral Daniel Johnson.

Des 45 minutes de débat libre entre chefs proposées au départ par le consortium, il n'en serait resté qu'une vingtaine si le camp du NON s'était rendu aux exigences du OUI, a soutenu M. Anctil. Démentant que la remontée des souverainistes, on disait le chef du camp du NON prêt

à toutes les concessions pour obtenir un face-à-face avec Jacques Parizeau. «On n'était pas prêts à s'embarquer dans une caricature de débat», de dire M. Anctil, qui croit que son camp sort gagnant de cet épisode. «On serait encore plus d'avance [dans les sondages] avec ce débat. Ils ont plutôt choisi l'esquive, mais les gens vont en tirer leurs conclusions», croit-il.

En lieu et place d'un duel historique en direct entre Parizeau et Johnson, les téléspectateurs devront se rabattre, pour méditer sur les conséquences d'un OUI ou d'un NON, sur les confidences de Janette à Radio-Québec, *Le Retour de Martin Guerre* version américaine dans *Somersby* sur les ondes de la SRC ou à la comédie *La Taule en délire*, à l'antenne de TVA.

EN BREF

#### «SOVEREINES»

(Le Devoir) — Les «SouveReines», un groupe d'artistes féminines pour la souveraineté, ont présenté hier leur spectacle dans un contexte on ne peut plus particulier. Qui aurait pu se douter que ce spectacle, conçu par et pour des femmes, coïnciderait avec une tempête autour des femmes dans la campagne référendaire? Faisant fi des déclarations de Lucien Bouchard concernant les femmes et la souveraineté et du débat qui en a découlé, les Renée Claude, Marie-Michèle Desrosiers, Marie Savard, Marie-Claire Séguin, Priscilla et Sylvie Tremblay ont entre autres uni leurs voix pour inciter les femmes à voter OUI. L'auditoire, déjà largement séduit, a bien répondu à l'appel. Un appel chargé d'émotion, adressé par les SouveReines au peuple à naître, au pays à bâtir. Les leaders du OUI Jacques Parizeau, Pauline Marois et Louise Harel, qui étaient notamment présents au Spectrum de Montréal, ont été accueillis chaleureusement par la foule. Le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard, pris à partie par ses adversaires au cours des derniers jours, a fait une entrée remarquée quelques minutes avant l'entracte, salué par les «Lucien! Lucien!» La présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, a également été reçue par des applaudissements. L'autre Héléne Pedneault a remis l'actualité référendaire sur le tapis, se réjouissant d'être devenue une «vache séparatiste». Elle a également soutenu que «pour avoir le goût d'avoir des enfants [...] il faut peut-être avoir un peuple derrière soi.»

#### BOUCHARD ABSENT DES COMMUNES

(Le Devoir (Ottawa) — Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, qui avait déjà fait connaître son intention d'espacer ses présences à la Chambre des communes, ne s'y représentera vraisemblablement plus pour croiser le fer avec Jean Chrétien d'ici la tenue du référendum. Hier, M. Bouchard a réitéré que sa priorité était «la campagne sur le terrain» et précisé qu'«on verra si je reviendrai à la Chambre, je n'en suis pas certain», pendant que dans son entourage, on donnait à entendre qu'à moins de circonstances imprévues, l'opposition officielle devra travailler sans son chef au cours des neuf jours de session qui restent avant le 30 octobre. A Ottawa, où la formule de la période des questions avantage le gouvernement en lui donnant toujours le dernier mot, le Bloc a obtenu des résultats plus que mitigés dans sa tentative de marquer des points dans la bataille référendaire. La relève sera assumée par le leader parlementaire du Bloc et député de Roberval, Michel Gauthier.

### Les choix de société d'Ottawa ne sont pas à l'image du Québec, dit Parizeau

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

Dans une journée marquée hier par la bataille autour du vote féminin au référendum, le premier ministre Jacques Parizeau a présenté la souveraineté comme une façon claire de protéger les acquis sociaux des femmes et des démunis. «Le Canada semble vouloir se transformer en un genre de "Parc Jurassique" sur la question des droits des femmes et des programmes sociaux, lance-t-il. C'est le temps de sortir avant de nous faire dévorer nous aussi.»

Le discours du chef du camp du OUI, prononcé à Montréal devant les «Femmes partenaires pour la souveraineté», voulait continuer le blitz de renforcement du vote des femmes, et M. Parizeau a fait valoir que c'est surtout à Québec, et non à Ottawa, qu'on a fait le plus souvent écho aux préoccupations des femmes», par exemple en instaurant le retrait préventif pour les femmes enceintes, ou en comblant les semaines non payées de congés de maternité.

M. Parizeau a dénoncé de nom-

breuses mesures mises de l'avant par Ottawa, qui redoublent des mesures québécoises ou qui ne les reconnaissent pas, dans le champ de l'aide sociale, de l'assurance-chômage, pour rappeler qu'Ottawa prépare des choix de société «qui ne sont pas à l'image du Québec», mais bien «à l'image des politiques de Ralph Klein, de Preston Manning et du Parti conservateur fédéral qui prend un virage à droite assez raide», dit-il.

«Avant de couper dans les services sociaux, ajoute-t-il, il faut appliquer un impôt minimum aux grandes entreprises.» Jacques Parizeau voulait également présenter une longue analyse économique sur la façon dont un Québec souverain pourrait gérer ses propres affaires, probablement pour contrer l'accusation voulant que le camp du OUI ne se préoccupe pas des chiffres. Il a rappelé que Québec envoie 28 milliards en taxes et impôts à Ottawa, qui en dépense 25 milliards au Québec.

Québec, ajoute-t-il, pourrait prendre une part de la dette du fédéral égale à la part des revenus que

le fédéral vient chercher au Québec, soit 23 %, mais «les 600 milliards de dette fédérale ont servi à acheter des immeubles et équipements, et à payer les déficits d'opération, les dépenses d'épicerie». Avec la souveraineté, continue-t-il, il faudra se partager les immeubles «achetés à crédit mais qui nous appartiennent, l'hypothèque qu'on a contractée pour acheter ces immeubles», et les dépenses d'épicerie.

Comme le Québec n'a pas eu sa juste part des immeubles sur son territoire, ajoute-t-il, il faut avoir une portion plus petite de l'hypothèque sur les immeubles: notre part de la dette redescend donc à 17 ou 18 %.

Une fois qu'on aura calculé notre juste part de l'hypothèque, et calculé les paiements annuels qu'on fera aux autres paiements sur notre propre hypothèque, on arrive à une dette comparable à d'autres pays industrialisés, à moins de 8 milliards, mais il faut tenir compte qu'on pourra récupérer 3 milliards liés aux versements des deux niveaux de gouvernements.

#### Un Québec souverain

### Des institutions supranationales seront nécessaires, selon Bourassa

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Québec — Pour que le partenariat économique proposé dans le projet souverainiste puisse fonctionner, des institutions supranationales devront être mises en place.

C'est ce que soutient l'ex-premier ministre Robert Bourassa qui prenait la parole hier devant la Chambre de commerce de Sainte-Foy. Dans un long discours au ton professoral, M. Bourassa s'est attaqué à la logique de l'option défendue par le camp du OUI.

Selon lui, il y a une impasse dialectique dans la thèse souverainiste. En établissant comme prémisses que l'union économique assortie à la souveraineté que l'on retrouve dans la question référendaire implique un lien fédératif et que le système fédéral actuel est nécessaire pour accéder aux grands marchés mondiaux d'avenir, M. Bourassa estime que le camp du OUI propose ni plus ni moins de réinventer la roue alors qu'elle existe déjà.

«La conclusion du théorème, c'est que s'il faut vraiment un lien fédéral, pourquoi détruire celui que l'on a et partir à zéro pour devoir le recréer pour atteindre les objectifs que nous voulons poursuivre? (...) J'aime mieux essayer de le modifier avec moins d'effets déstabilisateurs», a affirmé M. Bourassa.

Ce dernier a toutefois refusé d'avancer quelque proposition que ce soit quant à la façon de réformer la constitution canadienne. Les tentatives du Lac Meech et de Charlottetown se sont soldées par des échecs. Tout au plus, Robert Bourassa souligne-t-il que le Canada est plus prêt que jamais à emprunter la voie de la décentralisation et que le Québec devrait saisir l'occasion.

«J'en suis venu à la conclusion que si le Québec se retire de la fédération canadienne et qu'il ne puisse pas éta-

blir des liens véritables avec le reste du Canada, il peut y avoir l'effet domino qui peut conduire à l'isolement du Québec. Comme Québécois, je n'ai jamais voulu assumer ce risque», affirme l'ex-premier ministre aujourd'hui professeur à l'Université de Montréal.

M. Bourassa s'est également appliqué à faire la démonstration que le partenariat économique que les souverainistes comparent à l'union européenne, ne supporte absolument pas la comparaison. Une à une, il a défilé les quatre institutions communes qui constituent la colonne vertébrale de l'entente signée entre Jacques Parizeau, Lucien Bouchard et Mario Dumont, le 12 juin dernier.

Le Conseil du partenariat n'a qu'un rôle subalterne, n'est qu'un secrétariat où seront faits les procès-verbaux, juge M. Bourassa. Il ajoute que le Tribunal, l'Assemblée parlementaire et le Comité d'orientation et de surveillance n'ont pas la crédibilité des institutions européennes qui les ont inspirés. Robert Bourassa, qui en était à sa deuxième apparition publique durant la présente campagne référendaire, a également déploré que le camp du OUI maintienne des zones grises en ne dévoilant pas le contenu de l'offre de partenariat qui serait proposée advenant une victoire du OUI. «Comment se fait-il que l'on n'ait pas le document. On a le négociateur mais on ne nous informe pas sur quoi il va négocier. Comment peut-on demander aux citoyens de voter OUI sans leur donner les modalités du partenariat?», a interrogé M. Bourassa.

De plus, il souligne «qu'un Québec souverain pourrait obtenir le libre-échange et des ententes commerciales. Mais le libre-échange, ce n'est pas un marché commun, ce n'est pas la citoyenneté canadienne, ce n'est pas la monnaie canadienne. Le libre-échange, c'est des contrôles frontaliers», a-t-il affirmé.

#### Jean Charest aux ténors féminins du OUI

### «Levez-vous»

KATHLEEN LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Sainte-Foy — Jean Charest exhorte les ténors féminins du camp du OUI à se lever et «appeler à l'ordre ceux qui veulent s'approprier de la cause des femmes d'une façon aussi grotesque que l'a fait Lucien Bouchard».

Devant plus d'un millier de militants fédéralistes qui grondaient contre la déclaration controversée de Lucien Bouchard à propos du faible taux de natalité dans la société québécoise de «race blanche», le chef du Parti conservateur a lancé un impératif «levez-vous» aux Lisette Lapointe, Pauline Marois, Louise Beaudoin et autres Louise Harel. M. Charest se défend bien de monter en épingle les propos de Bouchard. «On n'exagère pas du tout. J'ignore ce qui lui a pris d'invoquer la maternité comme enjeu référendaire. Ça m'inquiète. Qu'il nous dise ce qu'il avait à l'esprit», a demandé Jean Charest.

La députée libérale du comté de Jean-Talon, Margaret Delisle, a d'abord sonné la charge en début de soirée. S'adressant directement au chef bloquiste, que le camp du OUI a projeté à l'avant-scène la semaine dernière pour stimuler les troupes souverainistes, Mme Delisle lui a signifié que les femmes ne sont pas des «peureuses», des «irresponsables» et des «désespérées». «Il y a longtemps M. Bouchard que les femmes ont appris à dire NON: NON à la manipulation, NON à la menace, NON au chantage, NON à la culpabi-

lité, NON à la duperie et un gros NON merci à la séduction sans lendemain», a tonné Margaret Delisle sous les applaudissements.

Dénonçant les efforts de l'adversaire pour courtiser le vote des femmes, elle a ensuite ajouté que les femmes «ne marchent pas sous la menace de la baguette référendaire qu'elle soit magique ou pas».

Avec la même ardeur à condamner la déclaration de Lucien Bouchard, une militante du Saguenay-Lac Saint-Jean, Jeanne Lavoie a témoigné de son indignation. «Ce n'est pas un écart de langage comme on veut nous le faire croire, c'est l'expression de l'idéologie profonde dans le camp du OUI», a affirmé Mme Lavoie. Quant au chef des forces du NON, Daniel Johnson, il a évité d'aborder ce sujet épineux, laissant à ses acolytes le soin de mitrailler l'adversaire. Il s'est plutôt borné à marteler ses arguments économiques en soulignant que la «magie» promise par les souverainistes ne met pas de pain sur la table.

Puis à l'invitation du camp du OUI à se prendre en mains, il a clamé sa fierté d'être Québécois sous les encouragements de la foule enthousiaste: «C'est nos mains, nos bras, notre tête qui ont fait nos barrages; nos mains, nos bras, notre tête qui ont fait la Caisse de dépôt; nos mains, nos bras, notre tête qui ont investi des milliards \$ dans l'économie du Québec.»

M. Johnson participe ce soir à un grand rassemblement de femmes à Laval.

*À la ville comme à la campagne, redécouvrez le plaisir d'être belle... d'être femme.*



*Nouveauté: Soirée Mode*

Prochaine conférence: 18 octobre 1995 à 19h  
«Tout en beauté pour Noël» avec la participation très spéciale de la Maison Estée Lauder

BOUTIQUE



1402, Beaubien Est  
Montréal, Qc. TÉL.: (514) 278-4292

### Chrétien raille Bouchard, «le magicien»

JEAN DION  
DE NOTRE BUREAU  
D'OTTAWA

Si la campagne référendaire prend parfois des allures abracadabrantes, les allusions à la prestidigitiation ne sont pas pour autant toujours conseillées. Le chef du Bloc québécois Lucien Bouchard en a eu une illustration hier, lorsque Jean Chrétien a profité de ce que son vis-à-vis avait épuisé ses droits de réplique pour se payer une pinte de bon sang à ses dépens.

Dimanche, M. Bouchard avait eu recours à une curieuse image en soutenant qu'un OUI le 30 octobre aurait l'effet d'un coup de baguette magique qui ferait éclore la solidarité entre Québécois après des années de tensions entre souverainistes et fédéralistes. Hier aux Communes, le premier ministre, qui se plaisait jusque-là à qualifier Jacques Parizeau de «chef du chef de l'opposition», a d'abord parlé de l'ancien chef du

chef de l'opposition», faisant référence à la place accrue jouée par le chef du Bloc dans la campagne du OUI.

Puis: «Pouf! Et les études de Le Hir sont disparues. Pouf! Et sont disparus les dangers de la séparation. Pouf! Sont disparues les préoccupations de tout le monde, des premiers ministres du Canada et même des leaders des autres pays. Et soudainement, encore pire, pouf! Et le chef du NON (sic) M. Parizeau est disparu», a déclaré M. Chrétien au grand plaisir de ses députés.

C'était mettre un terme léger à un court débat qu'avait suscité la veille une intervention de Daniel Johnson, selon qui «voter OUI c'est bloquer le changement» alors que le Canada est à l'aube d'une ère de décentralisation. Le Québec pourrait en profiter pour obtenir des modifications constitutionnelles, avait argué le chef libéral.

Mais son homologue d'Ottawa ne voit pas les choses du même œil. «Il n'est pas question de discuter de constitution à ce moment-ci», a indi-

qué M. Chrétien, prétextant que la question référendaire portait sur un autre sujet.

A M. Bouchard qui parlait de société distincte, le premier ministre a rappelé que les souverainistes avaient voté contre l'accord de Charlottetown — qui renfermait la clause — afin de «continuer à se plaindre pour amener un référendum sur la séparation».

De son côté, le chef du Bloc s'est dit persuadé que les Québécois ne seraient pas dupes des nombreux appels au changement en provenance du camp fédéraliste, mettant ceux-ci sur le compte de la «peur» ressentie devant la progression du OUI.

«Ça ne trompe personne. C'est tellement des vieilles affaires, c'est comme un film en noir et blanc. Je l'avais dit plusieurs fois durant la campagne, vous allez voir, quand ils vont se sentir mal pris, ils vont recommencer à parler de changement alors qu'on sait très bien qu'ils sont incapables de réaliser le moindre changement qui soit», a-t-il affirmé.